

ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le ministre de l'Environnement britannique précise sa vision de la relance verte

Climat & énergie

- Un groupe transpartisan de députés appelle à une feuille de route claire en matière d'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050

Environnement

- 16M£ supplémentaires attribués à l'agroécologie et la plantation d'arbres en Amazonie
- Les gestionnaires de fonds souhaitent un alignement sur les règles européennes en matière de finance verte

Industrie

- Tata envisagerait de fermer ses deux hauts fourneaux à l'usine de Port Talbot et de les remplacer par des fours à arc électrique
- Le groupe Airbus a remporté un contrat de 500 M£ auprès du ministère de la défense britannique pour la construction d'un nouveau satellite militaire

Transport

- Deux études sur le financement des transports du Grand Londres sont lancées concomitamment
- La perspective d'un échec des négociations commerciales entre l'UE et le RU inquiète les transporteurs routiers

Numérique

- Mike Pompeo a félicité le gouvernement britannique pour son changement de position au sujet de la 5G

- « Les réseaux sociaux ont manqué à leurs responsabilités » estime le Rapport russe publié le 21 juillet par le Comité du renseignement et de la sécurité du Parlement
- Le gouvernement britannique a admis avoir manqué à ses obligations en termes de protection des données dans la mise en place du système « Test and Trace »

FAIT MARQUANT

Le ministre de l'Environnement britannique précise sa vision de la relance verte

Dans [un discours](#) prononcé à l'invitation du think tank Green Alliance, George Eustice a indiqué que le Gouvernement souhaitait mieux protéger l'environnement et la biodiversité à la suite de la pandémie alors que le RU cessera d'appliquer la législation communautaire d'ici le 31 décembre 2020. M. Eustice a annoncé le déblocage de 9M£ (4M£ pour soutenir un projet pilote visant à permettre aux personnes ayant des pathologies mentales de bénéficier d'espaces naturels et 5M£ visant à la mise en place d'un *Natural Capital Ecosystem Assessment*). Celui-ci permettra de mieux comprendre l'étendue de la perte de biodiversité et des habitats aux moyens de nouveaux indicateurs tout en accélérant le processus de planification des autorités locales comme l'a récemment indiqué B. Johnson pour relancer l'économie. Une consultation devrait être prochainement lancée sur ce point avec pour objectif l'atteinte du *net gain* en matière de biodiversité, cher au parti conservateur, qui consiste à ce que chaque action ait une valeur nette pour la biodiversité. M. Eustice a également mentionné les questions de gouvernance et la publication à venir d'objectifs de long terme sur la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau et les déchets qui seront contenus dans *l'Environment Bill*. Ce projet de loi devrait de nouveau être examiné par la Chambre des Communes en septembre et ces objectifs légalement contraignants devront être mis en place d'ici octobre 2022. Le ministère de l'Environnement (DEFRA) devrait par ailleurs débiter sous peu le processus de sélection du futur président de *l'Office for Environmental Protection*, l'instance de contrôle *qui se substituera à la CJUE en matière de contrôle des règles environnementales*. M. Eustice s'est toutefois gardé d'indiquer que le Gouvernement maintiendrait dans *l'Environment Bill* des normes environnementales élevées ni leurs intégrations dans les accords de libre-échange à venir. Les associations environnementales ont réservé un accueil prudent à ces annonces indiquant qu'une réforme ne devait pas conduire à un affaiblissement des règles de planification au détriment de l'environnement et que l'examen parlementaire de *l'Environment Bill* devenait de plus en plus urgent.

CLIMAT & ENERGIE



Un groupe transpartisan de députés appelle à une feuille de route claire en matière d'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 – Ces députés qui font partie de The Net Zero All Party Parliamentary Group (APPG) appelle le Gouvernement britannique à accélérer la transition vers la neutralité carbone et propose d'axer la relance verte post Covid-19 sur 10 points. Leurs préconisations portent sur le

développement d'une feuille de route claire et systémique centrée sur l'atteinte de cibles intermédiaires tous les 5 ans. Ils appellent à se concentrer sur l'efficacité énergétique, les emplois verts et les compétences. Les investissements dans les infrastructures vertes et les technologies de ruptures doivent également être une priorité. Le groupe de députés souhaite également conditionner tout soutien et prêts publics à des engagements en faveur du climat. Il plaide sur le modèle d'autres pays européens pour le développement d'une stratégie hydrogène verte ainsi qu'à un arrêt de la vente des véhicules thermiques en 2032 et non 2035 comme prévu actuellement. Ils souhaitent enfin bâtir une campagne de communication publique massive en matière de relance verte et d'atteinte de la neutralité carbone. Les députés souhaiteraient que toutes les compagnies émettrices (compagnies pétrolières et aériennes notamment) stockent une partie de leurs émissions avec pour objectif un stockage à 100% d'ici 2050 via un nouveau dispositif « carbon takeback obligation ».

ENVIRONNEMENT

16M£ supplémentaires attribués à l'agroécologie et la plantation d'arbres en Amazonie

– Cette somme versée dans le cadre du *Partnerships for Forests (P4F)* porte le total de l'aide britannique à 80M£ après le déblocage il y a quelques semaines de 64M£ en faveur de la forêt amazonienne en Colombie. Le DEFRA et le BEIS (ministère de l'Economie et de l'Energie et de la Stratégie industrielle) réfléchissent à contraindre les entreprises opérant au RU à prouver que leur chaîne d'approvisionnement ne contribue pas à la déforestation en Amazonie comme le préconise la *Global Resource Initiative Taskforce*.

Les gestionnaires de fonds souhaitent un alignement sur les règles européennes en matière de finance verte

– Dans une [lettre](#) au secrétaire d'Etat pour les services financiers, John Glen, la *UK Sustainable Investment and Finance Association*, organisation représentant les gestionnaires d'actifs, banques et conseillers financiers (7 Mds£ d'actifs sous gestion), demande au gouvernement de s'engager à respecter les règles européennes en matière de finance verte après le Brexit. L'UKSIF s'inquiète de l'absence de proposition législative alors que la fin de la période de transition approche et y voit un risque que le RU ne s'écarte de la réglementation européenne en matière de finance durable et compromette ainsi sa réputation de centre financier de premier ordre pour les investissements ESG. L'UKSIF, dont les membres comprennent également Schrodgers, Standard Life Aberdeen et M&G, souligne les difficultés opérationnelles que la position du RU introduirait pour les gestionnaires d'actifs internationaux en les forçant à naviguer entre des régimes réglementaires contradictoires dès 2021.

INDUSTRIE

Tata envisagerait de fermer ses deux hauts fourneaux à l'usine de Port Talbot et de les remplacer par des fours à arc électrique

– Dans le cadre de ce projet, le gouvernement investirait aux côtés de Tata avec la conversion des fours à partir de 2025. La vaste aciérie est l'une des deux seules usines britanniques capables de convertir le minerai de fer et le charbon en fer en aciers fondus. Ce financement rentrerait dans le cadre du Project Birch, créée par le gouvernement britannique pour aider les grandes entreprises stratégiquement importantes à se remettre de la pandémie de Covid-19. Ces co-financements publics sont

cependant conditionnés à l'atteinte d'émissions de carbone nettes nulles d'ici 2050. Les syndicats craignent que ce changement n'entraîne un chômage de masse dans les aciéries en difficulté. Les employés affirment ne pas avoir été consultés et les syndicats craignent pour les emplois à Port Talbot. Outre les délais de construction de deux ans, les fours à arc électrique nécessitent en effet moins d'employés. Le CEO de Tata avait déclaré en janvier qu'un système où « l'Inde finance les pertes (britanniques) n'est pas viable ».

Le groupe Airbus a remporté un contrat de 500 M£ auprès du ministère de la défense britannique pour la construction d'un nouveau satellite militaire – Airbus Defense and Space devra concevoir, produire et tester le nouveau satellite militaire, le Skynet 6A, à temps pour une livraison en 2025. Alors que Airbus Defense and Space envisageait une suppression de près de 346 emplois au Royaume-Uni, le Skynet 6A sera intégralement produit en Grande-Bretagne.

TRANSPORT

Deux études sur le financement des transports du Grand Londres sont lancées concomitamment – Alors qu'une étude sur le modèle de financement de moyen-terme de l'autorité organisatrice des transports du Grand Londres (*Transport for London, TfL*) est menée par KMPG pour le Ministère des transports britannique, TfL lance en parallèle une « revue conduite par des experts indépendants » sur ses options de financement à long-terme. La Mairie travailliste de Londres a déclaré que « l'inadéquation » de la structure de financement actuelle avait motivé sa décision et qu'en raison « du manque de dotations du gouvernement central », elle n'était pas « en mesure de faire face à une chute soudaine du nombre de passagers ». De son côté, le Ministère des transports [a précisé le cadre de référence](#) de son examen des modalités de financement de TfL. Le champ de la revue devrait comprendre trois niveaux : d'abord, un premier niveau visant la compréhension de la situation financière actuelle de TfL (examen des obligations statutaires et contractuelles de TfL, revue des flux de recettes actuels et de la manière dont ils ont été affectés par le Covid-19). Ensuite, un deuxième niveau qui déterminerait les mesures permettant de renforcer la situation financière de TfL pour le reste de la période (2020/2021) et la prochaine année financière (possibilité de réaliser des gains d'efficacité supplémentaire en matière de coûts de fonctionnement, priorisation des dépenses d'investissement). Enfin, un dernier niveau visant une refonte structurelle afin d'atteindre un sentier de soutenabilité financière d'ici 2024/2025 (maximisation des recettes tarifaires et non tarifaires, changements dans les péages urbains, possibilité d'étendre l'exploitation sans conducteur, évaluation à long-terme de la viabilité de la stratégie de TfL en matière de dépenses d'investissement etc.). Cette étude est prévue par l'accord de soutien conclu entre TfL et le ministère des transports en mai dernier. L'accord prévoit également que TfL accueille au sein de ses instances de gouvernance des représentants du gouvernement britannique. Il s'agira de Clare Moriarty (ex directrice générale du ministère pour quitter l'UE) et d'Andrew Gilligan (conseiller transports du Premier ministre).

La perspective d'un échec des négociations commerciales entre l'UE et le RU inquiète les transporteurs routiers – Sans accord, les autorisations CEMT (Conférence Européenne des Ministres des Transports) pourraient devenir le cadre par défaut permettant de maintenir la possibilité offerte aux transporteurs routiers de marchandises d'effectuer des transports internationaux entre des pays de l'UE. Il convient toutefois de rappeler que les autorisations

CEMT ne permettent pas le cabotage, c'est-à-dire le transport à l'intérieur d'un pays européen, et qu'il existe un nombre limité d'autorisations par pays. Ce sont précisément ces deux caractéristiques qui inquiètent les fédérations représentant les transporteurs de marchandises (notamment la *Freight Transport Association, FTA*). En effet, selon la FTA, plus de 8300 transporteurs routiers seraient immatriculés au RU, contre 2088 autorisations CEMT au total pour le RU. La FTA appelle ainsi à davantage de clarté : « les entreprises de transports sont d'ores et déjà sous pression financière en raison de l'épidémie de Covid-19. Nous commençons à préparer le pic de Noël dès l'automne, si nous apprenons en décembre que nous avons besoin de postuler aux autorisations CEMT pour continuer nos activités, il sera trop tard ».

NUMERIQUE

Mike Pompeo a félicité le gouvernement britannique pour son changement de position au sujet de la 5G – Lors de sa venue à Londres le 21 juillet, le Ministre des affaires étrangères américain a salué la décision intervenue la semaine dernière d'exclure d'ici 2027 les équipements Huawei du réseau 5G britannique. Il a indiqué soutenir « ce choix souverain » et a loué la force du partenariat spécial entre les deux pays. Selon un porte-parole de Downing Street, Mike Pompeo, Boris Johnson et Dominic Raab ont également discuté de l'importance de la coopération entre les « Fives Eyes » (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, RU) en matière de technologies du futur.

« Les réseaux sociaux ont manqué à leurs responsabilités » estime le Rapport russe publié le 21 juillet par le Comité du renseignement et de la sécurité du Parlement – Le [rapport](#) sur les interférences russes dans les affaires britanniques a indiqué que les réseaux sociaux « détiennent la clé et pourtant ne jouent pas leur rôle » dans la lutte contre la propagation de la désinformation. En effet, les principales méthodes de désinformation mises en avant par le rapport sont utilisées sur les réseaux sociaux : bots, trolls et opérations de « hack and leak » (hacker et fuiter). Selon le Comité, le gouvernement devrait procéder à du « name and shame » pour les entreprises qui n'agissent pas, et ces dernières devraient être dans l'obligation de coopérer avec le MI5 en cas de soupçon sur des campagnes secrètes en ligne menées par un « Etat étranger hostile ». Le gouvernement a déclaré que sa relation avec les géants des réseaux sociaux est amenée à évoluer, et que le DCMS continuera à inciter les plateformes à prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'environnement de l'information. Enfin, Si le Comité n'a pas pu conclure à l'existence certaine d'interférences dans les processus démocratiques britanniques (et notamment dans le référendum de 2016 sur le Brexit), il a néanmoins souligné la trop faible implication du gouvernement et des agences de renseignement face à la « menace de Moscou ». Selon lui, la cyber-capacité de la Russie est un sujet de « grave préoccupation », qui constitue « une menace immédiate et urgente pour notre sécurité nationale ».

Le gouvernement britannique a admis avoir manqué à ses obligations en termes de protection des données dans la mise en place du système « Test and Trace » – A la suite d'une lettre de l'association de défense des droits numériques Open Rights Group (ORG), adressée au Département de la Santé et de la Protection sociale, le gouvernement a admis avoir manqué à l'obligation légale de procéder à une évaluation complète des risques pour les données personnelles du système « Test and Trace ». En effet, l'association ORG

exigeait dans sa lettre, sous peine d'engager une procédure juridictionnelle, la publication de l'étude d'impact sur la protection des données (Data Protection Impact Assessment - DPIA), imposée par le UK Data Protection Act et le RGPD pour tout projet traitant des données personnelles. Le gouvernement a répondu que des évaluations d'impact ont été menées sur « certains aspects » du programme, et que l'évaluation d'impact globale est en « phase de finalisation ». Il a ajouté qu'il n'y avait aucune preuve d'une utilisation illicite de données sensibles, et qu'il travaillait actuellement avec l'Information Commissioner's Office (équivalent de la CNIL) pour s'assurer d'un traitement des données conforme aux exigences de la loi. Le « Test and Trace », mis en place en Angleterre fin mai, récolte de nombreuses informations, comprenant – pour les personnes testées positives – des informations d'identité, des descriptions de symptômes ainsi que le nom des personnes fréquentées au cours des dernières semaines. Depuis sa mise en place, le système a contacté plus de 155 000 personnes, suspectées d'avoir été en contact avec des cas positifs, pour leur demander de s'isoler pendant 14 jours.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille relue par Christian Fatras (chef de pôle) et rédigée par Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transports), Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Alice WODA (numérique), Hugo Cornuel (stagiaire)